



WASHINGTON ET SES INTÉRÊTS SÉCURITAIRES EN AFRIQUE

[Tanguy Struye de Swielande](#)

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2014/1 N° 38 | pages 258 à 273

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847952698

DOI 10.3917/oute1.038.0258

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-1-page-258.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Washington et ses intérêts sécuritaires en Afrique

Tanguy Struye de Swielande¹

Après l'avoir délaissée dans l'immédiat après-Guerre froide, les États-Unis reprennent pied en Afrique à la fin des années 1990, d'abord au nom de la lutte contre le terrorisme, ensuite en établissant une stratégie sécuritaire plus globale.

DE LA LUTTE ANTITERRORISTE À LA SÉCURISATION DES VOIES MARITIMES

Pour Washington, la priorité sécuritaire au Maghreb est double : contrôler les voies maritimes et éviter l'essor des mouvements islamistes radicaux, facteur d'instabilité pour la région. Le bassin méditerranéen – 30 % du trafic commercial maritime mondial et 25 % des hydrocarbures – est la proie des différentes puissances pour des raisons géostratégiques et géoéconomiques évidentes. L'espace méditerranéen représente dès lors un enjeu d'importance pour Washington qui a fait sienne les doctrines des géopoliticiens de la mer. Depuis de nombreuses années, la force militaire américaine se décline dans la région par la présence de la VI^e flotte, le prépositionnement en mer d'une brigade de Marines, la multiplication d'exercices conjoints avec les pays limitrophes, l'aménagement consécutif de bases et de ports nord-africains en vue de leur éventuelle utilisation en cas de conflit, et la formation de militaires aux États-Unis dans le cadre de l'International Military Education and Training Program (IMET)².

Les Américains accroissent également leur influence dans la région à travers le Dialogue méditerranéen de l'OTAN. Cette initiative lancée en 1994, comprend sept pays : l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie, la Mauritanie, Israël, et l'Algérie les rejoindra en 2000. Le dialogue se donne pour objectif d'instaurer de bonnes relations et une meilleure compréhension mutuelle dans l'ensemble du bassin méditerranéen, et de promouvoir de cette façon la sécurité et la stabilité régionales³.

1 Professeur à l'Université catholique de Louvain, coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour, programme Union européenne-Chine.

2 Les programmes International Military Education and Training (IMET) et Expanded IMET (E-IMET) du département d'État fournissent entraînement et formation du personnel civil et militaire.

3 *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles, Bureau de l'information et de la presse, 2001, p. 100.

Au sommet d'Istanbul en juin 2004, l'OTAN a consenti à renforcer le Dialogue méditerranéen, mais sans résultats concrets jusqu'à présent. L'initiative n'ayant jamais vraiment décollé en raison de la concurrence et des tensions entre certains États, Washington privilégie surtout les relations bilatérales avec certains pays du bassin méditerranéen, en particulier le Maroc et l'Algérie. En 2004, les États-Unis reconnaissent au Maroc le statut d'allié majeur non-membre de l'OTAN. Le Maroc fait partie du Dialogue méditerranéen, a accueilli et participe à des exercices militaires de même qu'il a été intégré dans l'opération *Active Endeavour*⁴. Le Maroc organise régulièrement des exercices bilatéraux avec les forces américaines et les services de renseignement coopèrent. Enfin, Washington a vendu récemment 24 *F-16* et 200 chars *Abrams* au Maroc. Si les relations avec Rabat sont anciennes et restent primordiales, Washington porte depuis quelques années un intérêt particulier à l'Algérie, en raison entre autre de la menace islamiste radicale au Maghreb et dans la région sahélienne. Alger et Washington ont pour cette raison renforcé leur coopération dans l'échange de renseignement, dans la formation des militaires et dans la fourniture de matériel militaire. Washington aimerait aussi avoir accès à des bases militaires dans le Sud de l'Algérie (ex.Tamanrasset)⁵ et conférer à l'Algérie le statut de pays levier pour asseoir la stabilité au Maghreb et en Afrique subsaharienne⁶. Ce qui suppose une bonne relation entre Rabat et Alger. Pour Washington, la résolution de la question du Sahara occidental reste par conséquent une priorité. Les forces des marines algérienne et marocaine ont au demeurant participé à des manœuvres de l'OTAN en Méditerranée, mais les tensions entre les deux voisins demeurent palpables. Depuis le départ du président Ben Ali, les États-Unis ont renforcé leur aide économique à la Tunisie et annoncé leur volonté de travailler avec le parti islamiste Ennahda ; la coopération militaire avec ce pays restant encore assez limitée. Depuis la chute de Moubarak en Égypte, l'aide militaire américaine s'est poursuivie (environ 1,3 milliards de dollars par an) et l'aide économique a été renforcée à travers une série d'initiatives privées et publiques ; la situation en Égypte demeurant début 2013 très instable et l'évolution à court terme de la relation entre Washington et Le Caire restant très incertaine. Enfin en Libye, suite à l'intervention militaire (opération *Odyssey Dawn*) et la chute de Kadhafi, la situation dans le pays est extrêmement précaire ; les Américains se sont principalement concentrés sur l'assistance humanitaire et la formation de la nouvelle armée ; la mort de l'ambassadeur américain à Benghazi dans un attentat en 2012 les a poussés à renforcer leur présence militaire et à accélérer la formation militaire de la nouvelle armée. En définitive, les conséquences à moyen terme du printemps

4 Navires de l'OTAN patrouillant en Méditerranée dans le cadre de la lutte antiterroriste.

5 Washington dispose déjà de facilités au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie. Cette base est sous la responsabilité directe et exclusive des autorités algériennes et n'abrite qu'occasionnellement des forces américaines quand elles viennent dispenser des formations ou des avions de surveillance *P-3 Orion*.

6 Cf. Maxime Aït Kaki, « Lunes de miel algéro-américaines », *Politique étrangère*, hiver 2007, p. 166 : « Le rapprochement algéro-américain ne peut occulter la part de réalpolitik qui sous-tend l'action des deux acteurs : course au contrôle des ressources énergétiques pour l'un, réhabilitation internationale pour l'autre ».

arabe en Afrique du Nord restent très difficiles à prédire. Il apparaît toutefois clair que Washington appréhende la situation au cas par cas et à court terme (en fonction des évolutions sur le terrain).

Outre le Maghreb, l'ancienne route des caravanes allant de Libye à la Mauritanie est une zone susceptible de déstabilisation en raison de la présence de groupements tels qu'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et consorts. Aussi les États-Unis ont-ils lancé la Pan Sahel Initiative (IPS) dès 2002. Financée initialement à hauteur de 7,5 millions de dollars, il s'agit d'un partenariat entre les États-Unis, le Mali, le Niger, le Tchad et la Mauritanie portant sur la formation de militaires (entraînement de base au maniement d'armes, à la planification, aux communications, à la navigation terrestre, à la conduite de patrouilles et l'apport de soins médicaux)⁷ et promouvant la coopération sahélo-maghrébine en matière de lutte contre le terrorisme. La formation y est assurée par des militaires américains et des sociétés de sécurité privées. En 2005, le Trans-Saharan Counterterrorism Initiative (TSCI), sous la direction du Département d'État, a remplacé l'IPS⁸. Le budget octroyé passe à cent millions de dollars par an et cela jusqu'en 2010. Outre les quatre pays qui faisaient partie de la précédente (Mali, Niger, Tchad et Mauritanie), cinq autres pays bénéficieront de la nouvelle initiative : Algérie, Maroc, Sénégal, Nigeria et Tunisie⁹. L'*Operation Enduring Freedom-Trans Sahara* – OEF-TS) est la composante militaire de ce partenariat transsaharien. La tâche du département de la Défense consiste dans ce cadre à entraîner les forces militaires de pays africains à la lutte antiterroriste. Ce qui sous-entend la formation, le soutien logistique, etc. Mais le nouveau programme étant multidimensionnel, il réserve un rôle à l'USAID (promotion de l'enseignement), au département du Trésor (finances), au FBI tout en insistant sur la gouvernance démocratique et sur des programmes de diplomatie publique. L'objectif final est d'accroître la coopération et la coordination entre les différents pays de la région et de construire un partenariat sur le long terme¹⁰. La situation au Mali en 2012-2013 va fortement inquiéter les Américains en raison d'une possible déstabilisation de toute la région. Toutefois les États-Unis s'appuieront sur leurs alliés européens et africains pour résoudre la crise et se contenteront d'un soutien logistique et technique ainsi que du renseignement à partir de drones basés au Niger.

La politique américaine ne s'arrête cependant pas là. La Corne de l'Afrique constitue un autre terrain fertile, sanctuaire potentiel de mouvements islamistes radicaux. Les frontières entre les États de la région sont poreuses et permettent à

7 Cf. Andrew Koch., « US is now set to turn the focus on African security », *Jane's Defence Weekly*, 21 avril 2004.

8 En 2008 le TSCI est devenu le Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP).

9 Cf. Donna Miles, « New Counterterrorism Initiative to Focus on Sahara Africa », *American Forces Press Service*, Washington, 16 mai 2005.

10 Outre la lutte antiterroriste, il s'agit également pour les Américains de défendre leurs intérêts économiques (uranium, or, pétrole, etc.) dans la région en cas d'instabilité politique.

différentes factions de se déplacer sans aucune difficulté d'une région à l'autre. Les gouvernements régionaux ne contrôlent pas nécessairement tout leur territoire. Pour mieux contrôler la Corne de l'Afrique, les États-Unis sont aujourd'hui présents à Djibouti – location de Camp Lemonnier – chasse gardée traditionnelle de la France. En octobre 2002, Washington y a créé le Combined Joint Task Force-Horn of Africa afin de lutter contre le terrorisme et d'améliorer la sécurité en Éthiopie, en Érythrée, au Soudan, au Kenya, en Somalie, au Yémen, et de mieux contrôler certaines voies maritimes (mer Rouge, golfe d'Aden et océan Indien). Plus de 3 000 hommes (militaires, civils, privés) sont présents sur cette base qui accueille également de nombreuses forces spéciales, des drones et des *F-15 E* pouvant intervenir en Somalie et au Yémen. Dans les prochaines années, la base dont la location coûte 38 millions de dollars par an, devrait être agrandie¹¹.

Outre cette présence militaire, le bureau du département d'État chargé de la lutte contre le terrorisme avait parallèlement, en 2003, mis sur pied un nouveau programme East African Counter Terrorism Program ciblant l'Afrique orientale. Bénéficiant d'un financement de 100 millions de dollars, il comprend des projets de formation des militaires pour assurer la sécurité des frontières et des côtes, le renforcement du contrôle de la circulation des personnes et des marchandises entre les pays, la garantie de la sécurité aérienne, l'appui aux programmes régionaux de lutte contre le financement du terrorisme et la formation de la police¹². Un programme pédagogique a aussi été établi pour contrecarrer les influences extrémistes ainsi qu'un autre programme pour la lutte contre le blanchiment d'argent¹³. Cela étant, une des initiatives les plus importantes est celle de la prévention à travers des programmes tels que MEDCAP's (soins médicaux, construction d'hôpitaux), DENTCAP's (soins dentaires) et VETCAP's (soins vétérinaires)¹⁴. Comme le fera remarquer le sergent-major Curtis Brownhill, « en fait, les systèmes d'armes que nous employons sont des foreuses et des pelles pour creuser des puits, du matériel de construction pour construire des écoles et des hôpitaux, et des programmes de formation de forces antiterroristes et de patrouilles pour la protection des frontières »¹⁵.

Tout comme pour le projet TSCI, le but est d'éviter que des acteurs transnationaux malintentionnés ne s'installent dans des régions en proie à l'insécurité et au sous-développement pour y baser leurs opérations et autres trafics. On met l'accent

11 Cf. Craig Whitlock, « Remote U.S. base at core of secret operations », *The Washington Post*, 26 octobre 2012.

12 Sont concernés Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Soudan, la Somalie, le Kenya, le Yémen, la Tanzanie et l'Ouganda.

13 « Les États-Unis et le terrorisme dans la Corne de l'Afrique », *Washington File* WF-ACTUALITES Digest, 7-8 septembre 2004.

14 Cf. Danielle Bayar, « Planning, Executing and Evaluating VETCAPS: Lessons learned in Karamoja, Uganda », *Special Warfare*, janvier-mars 2013, p. 52-56.

15 « Le développement et la démocratie sont les meilleures armes contre le terrorisme », 21 avril 2006, <usinfo.state.gov/fr/Archive/2006/Apr/21-347336.html>.

sur la collaboration avec les forces régionales et les partenaires régionaux sur des dossiers d'intérêt sécuritaire mutuel, sans que l'empreinte des États-Unis soit centrale ou trop visible.

Un autre pays qui avait renforcé ses rapports avec Washington après le 11-Septembre est l'Érythrée. Ce dernier ayant notamment offert aux Américains l'utilisation des installations le long de ses 1 200 km de côtes et mis à disposition deux ports profonds à Assab et à Massawa, ainsi que le nouvel aéroport près du port de Massawa¹⁶. Les relations entre les deux pays se sont néanmoins fortement refroidies depuis 2004, Washington s'inquiétant de l'autoritarisme du régime du président Isaias Afewerki et de son soutien supposé aux islamistes somaliens. Pour défendre ses intérêts en Somalie, Washington s'appuie surtout sur l'Éthiopie et le Kenya. Les Américains ont renforcé leur présence en Éthiopie en installant une base de drones sur un aéroport à Arba Minch et continuent à former l'armée éthiopienne¹⁷. Bien que Washington n'ait pas de base militaire au Kenya, il a aménagé la base kényane de Manda Bay et quelques militaires des affaires civiles sont présents sur l'île de Lamu¹⁸. Le Kenya et les États-Unis procèdent tous les ans aux exercices militaires conjoints *Edged Mallet*¹⁹. Addis Abeba et Nairobi remplissent de cette façon pour les Américains une fonction de tête de pont pour se projeter dans la Corne de l'Afrique.

Au-delà de la Somalie, c'est toute la région côtière qui intéresse les États-Unis. La région qui s'étend du Sud de la Somalie jusqu'à la Tanzanie, en passant par les îles kényanes, est touchée par la piraterie maritime. L'armada de la Joint Task Force-150, composée de navires américains, français, allemands, et parfois italiens et anglais, voire même pakistanais patrouille déjà depuis quelques années dans l'océan Indien, principalement dans le cadre de la lutte antiterroriste et le cas échéant contre la piraterie. Mais afin que la JTF-150 puisse se concentrer sur la lutte antiterroriste, la nouvelle force internationale Combined Task Force-151 destinée à combattre les pirates au large de la Somalie est formée en janvier 2009. Dans la lutte contre la piraterie, les Américains ont positionné des drones aux Seychelles.

Derrière cette lutte contre la piraterie se dissimulent évidemment d'autres intérêts et enjeux. Avant tout, il s'agit de contrôler les différents détroits. Déjà Saul Cohen, l'auteur de *Geography and Politics in a World Divided* et de *Geopolitics of the World System*²⁰ établissait deux zones de fracture : le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest, avec d'une part le canal de Suez et le détroit de Bab el-Mandeb²¹, le détroit

16 « L'Érythrée s'associe pleinement à la lutte contre le terrorisme », l'ambassadeur d'Érythrée aux États-Unis Girma Asmerom, déclarations devant le Club national de la Presse, 26 mai 2004, *WFACTUALITES Digest*, 27-28 mai 2004, (2004-103).

17 Cf. Craig Whitlock, « U.S. drone base in Ethiopia is operational », *The Washington Post*, 27 octobre 2011.

18 Cf. Robert Kaplan, *Imperial grunts The American Military on the Ground*, New York, Random House, 2005.

19 Un accord datant de 1980 autorise les troupes américaines à utiliser le port de Mombasa et à exploiter si nécessaire les terrains d'aviation d'Embakasi et de Nanyuki.

20 Cf. Saul Cohen, *Geography and Politics in a World Divided*, Londres, Methuen, 1964 ; *Geopolitics of the World System*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

21 La fermeture du détroit contraindrait les navires à passer par le cap de Bonne-Espérance.

de Malacca de l'autre ; soit les deux poumons du commerce maritime mondial. Le contrôle des routes maritimes est par conséquent au cœur de la politique américaine. L'importance de Djibouti et du partenariat avec l'Éthiopie et le Kenya s'explique également par la volonté des Américains de contrecarrer l'axe Iran-Érythrée-Soudan (utilisé entre autre pour fournir des armes à la bande de Gaza). Les États-Unis ont également des vues sur l'île de Socotra, propriété du Yémen, en situation stratégique à quelque 400 km des côtes yéménites, faiblement habitée, facilement sécurisable. L'île pourrait se présenter comme une alternative à la présence américaine dans le Golfe²². Cela dit, l'île de Diego Garcia, dont le bail de location expire en 2016²³, reste évidemment la pièce maîtresse de la présence américaine dans l'océan Indien, une région d'importance géostratégique trop souvent négligée.

La fin du conflit au Soudan présente en outre un intérêt géostratégique potentiel. Il y a en effet la volonté de faire de Port-Soudan une « pompe à essence » pour l'armée américaine et d'essayer de récupérer le Nord-Soudan dans la sphère d'influence américaine²⁴. Le Sud-Soudan intéresse pour ses réserves pétrolières. L'intérêt porté aux deux Soudans par les Américains s'est dès lors confirmé sous la présidence Obama avec la nomination du général à la retraite Scott Gration en tant qu'envoyé spécial en 2009 ; sa tâche était de promouvoir une politique d'ouverture envers le gouvernement soudanais en usant de la politique de la carotte et du bâton (pression et incitations) tout en veillant à garantir les intérêts américains au Sud.

En Afrique centrale, l'allié privilégié des États-Unis est le Rwanda du président Paul Kagame malgré certaines tensions en 2012 en raison du rôle joué par le pays en République démocratique du Congo. Outre une coopération militaire importante, qui se traduit dans les faits par la formation de l'armée rwandaise, les États-Unis auraient également installé une station d'écoute à portée régionale sur le mont Karisimbi. Si la carte rwandaise a été mobilisée ces dernières années, Washington considère la RDC, ce heartland de l'Afrique, avec un intérêt grandissant. Hillary Clinton visitera en juillet 2009 sept pays sur le continent africain dont la RDC. Cette dernière, écartée durant les mandats Bush, redevient sous l'administration Obama un État pivot où il faut à tout prix être présent en tenant compte du fait que les défis sécuritaires, économiques, sociaux et politiques sont énormes avant de pouvoir parvenir à cet objectif. Avant la visite de Hillary Clinton, Washington et Kinshasa auront signé le mois précédent un accord militaire, devenu réalité en février 2010. L'United States Africa Command (AFRICOM) a commencé à former un bataillon de 1 000 hommes de l'armée congolaise à Kisangani²⁵, lequel devra être par la suite apte à former à son

22 Cf. Michel Bounajem, « Conjectures sur de nouvelles relations », *Arabies*, décembre 2000, p. 30-31.

23 L'île est louée aux Britanniques.

24 Cf. Jean-Claude Grenier, « Pétrole et Gaz : nouvelle donne », *Jeune Afrique de l'intelligent*, n° 2241-2242, 21 décembre 2003-4 janvier 2004, p. 131.

25 La formation est dispensée par cinquante militaires américains et trente employés de la société de sécurité privée MPRI.

tour les Forces armées de la République du Congo (FARDC). Le coût est estimé à trente-quarante millions de dollars. En 2009, Washington établit un programme d'assistance évalué à 700 millions de dollars. Les entreprises américaines, excepté quelques grosses sociétés telles que *Freeport*, *Citibank* ou *Chevron*, restent encore absentes du marché, les investissements dans le pays étant trop risqués. Il n'empêche : en raison de son importance géopolitique et géoéconomique, les Américains semblent avoir fait leur la citation de Mao qui aurait déclaré : « Si nous prenons le Congo, nous aurons toute l'Afrique »²⁶. Le Pentagone a également renforcé ses liens militaires avec l'Ouganda en y déployant des forces spéciales (une centaine d'hommes) en 2011 pour lutter contre Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)²⁷. Cette présence permet encore aux États-Unis de surveiller la situation au Kivu et au Sud-Soudan ainsi que les activités chinoises dans la région²⁸.

En Afrique de l'Ouest, les États-Unis ont établi plusieurs *forward operating locations* (au Sénégal, au Gabon, au Ghana) modernisant les ports et aéroports, prépositionnant du matériel et obtenant des accords d'accès qui facilitent le déploiement des forces américaines dans la région en cas de nécessité. Washington aide encore les pays africains à garantir la sécurité de leur côte dans le golfe de Guinée pour la prévention de la contrebande, la protection des ressources *offshore* et la lutte contre la piraterie et le terrorisme maritime. Les États-Unis ont mis à la disposition des pays de la région des unités navales²⁹ et des radars ; ils leur procureront des formations et accroîtront leurs patrouilles maritimes sur zone. Ces mesures doivent être rapportées aux enjeux géoéconomiques du golfe de Guinée. Les pays de la région présentent aux yeux de Washington des avantages non négligeables par rapport au golfe Persique. D'abord, la plupart des gisements sont *offshore*, ce qui non seulement facilite le transport maritime, mais permet encore de maintenir plus facilement la continuité de la production en cas d'instabilité dans les pays concernés. Ensuite, les distances vers les États-Unis sont plus courtes. L'Afrique de l'Ouest offre la voie la plus directe et la plus sûre, d'où également l'intérêt que portent les États-Unis à São Tomé et Príncipe pour y installer à l'avenir une base avancée ou bénéficier de certaines installations. Selon le même raisonnement, ils attachent une attention particulière au Cap-Vert, archipel au Sud des Canaries, afin d'y faire usage des ports et aéroports pour surveiller le Golfe de Guinée. Enfin, seuls le Nigeria et l'Angola en Afrique subsaharienne sont membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), ce qui sous-entend que les autres pays de la région ne sont pas liés aux quotas imposés par l'organisation pétrolière.

26 Cité par Jean-Raphaël Chaponnière, « Un demi-siècle de relations Chine-Afrique. Évolution des analyses », *Afrique contemporaine*, n° 228, 2008, p. 37.

27 Des conseillers militaires sont également déployés en République centrafricaine (Obo et Djema), en RDC (Dungu) et au Sud-Soudan (Nzara).

28 « U.S. Strategic Interests in Uganda », *Stratfor Intelligence Report*, 8 mars 2012.

29 En février 2006, les États-Unis offrent à São Tomé et Príncipe une vedette de surveillance maritime pour mieux protéger ses eaux territoriales.

La relation entre les États-Unis et l'Afrique du Sud est complexe et souvent embrouillée. Les deux pays coopèrent dans la lutte contre le SIDA, le terrorisme, les opérations de maintien de paix³⁰ et développent leurs relations commerciales. Au niveau politique des tensions sont cependant palpables bien qu'un dialogue stratégique ait été lancé en avril 2010 afin de renforcer la coopération. Les Américains espéraient qu'après l'apartheid, l'Afrique du Sud pourrait devenir un État pivot et un exemple pour le continent. Or, l'Afrique du Sud connaît de nombreuses difficultés économiques, sociales et raciales et elle a pris sur la scène internationale des positions qui ont déplu aux Américains, entre autre quant aux dossiers zimbabwéen ou iranien, privilégiant trop souvent les relations Sud-Sud ou exprimant une solidarité par rapport au mouvement des non-alignés.

FORMATION

Depuis leur échec en Somalie, les Américains demeurent réticents à l'envoi de forces militaires sur le territoire africain dans le cadre d'opérations de stabilisation. Favorisant les initiatives régionales, ils ont créé l'African Crisis Response Initiative (ACRI), aujourd'hui African Contingency Operation Training Assistance (ACOTA). L'ACOTA est conçue pour développer des compétences militaires de base, renforcer des formations de combat et accroître les capacités des états-majors. Le slogan « mini-équipement, maxi-entraînement » s'articule ici autour de quelques points : standardisation, interopérabilité, formation des instructeurs, transparence, soutien, travail d'équipe, coopération offensive et livraison de matériel³¹. Créé en 1999, l'African Center for Strategic Studies (ACSS), section de l'université nationale de défense du Pentagone, fournit un enseignement à des leaders civils et militaires (les programmes clés étant le Senior Leadership Seminar, un atelier à l'intention de cadres militaires supérieurs, et le financement de projets à caractère civique)³². À travers l'African Coastal and Border Security Program, Washington fournit des entraînements et équipements à certains pays africains afin de lutter contre la piraterie et les trafics. Le National Guard State Partnership Program (Programme de partenariat avec les gardes nationaux au niveau des États) se donne, pour sa part, comme objectif de former des militaires africains par des gardes nationaux. Il existe encore le Centre africain pour les études et la recherche sur le terrorisme (CAERT) qui est un organe dépendant de l'Union africaine. Enfin, les États-Unis sont parvenus à convaincre

30 Exercices militaires conjoints, *African's 2012 Southern Accord*.

31 Cf. Pierre Abramovici, « Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, p. 14.

32 Cf. Jim Fisher-Thompson, « Un centre d'études stratégiques vise des liens de longue durée avec l'Afrique (Le directeur de l'ACSS souhaite s'écarter d'une politique axée sur la gestion des crises) », *Washington file (State Department)*, janvier 2007, cité par Carmen Mboumba Nzamba, *le 11-Septembre et la lutte antiterroriste en Afrique de G. W. Bush à Obama*, <www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_USA_autres/100420_chronique_c_mboumba.pdf>.

les chefs d'État et de gouvernement du G8 de soutenir leur proposition de Global Peace Operations Initiative (GPOI). Cette dernière se propose d'organiser et de financer la formation de quelque 75 000 soldats du monde entier – principalement issus du continent africain – pour les dépêcher plus aisément dans des opérations de maintien de la paix. À travers l'initiative de GPOI, le soutien est fourni à différents centres : le Kofi Annan International Peacekeeping Training Center (Ghana), la Peacekeeping School (Mali) et le Peace Support Training Center (Kenya). L'aide américaine se traduit aussi par la vente ou le don d'armements³³. Les armes sont vendues principalement à travers deux programmes du département de la Défense : le Foreign Military Sales et le Foreign Military Financing ainsi qu'un programme du Département d'État : Commercial Sales. Il est également question de déployer une brigade américaine régionale rotationnelle (Army's Regionally Aligned Force) dès 2013 afin de renforcer les partenariats et d'assurer plus facilement les exercices communs.

Une autre initiative originale est le Global Fleet Stations (GFS), à savoir la présence d'un navire américain dans une région pour fournir assistance et entraînement afin de promouvoir la sécurité maritime. Un navire sert de quartier-général flottant et de plate-forme de formation et d'échange entre les différents membres d'équipage des pays de la région où le navire est déployé³⁴. Le navire *Fort McHenry*, par exemple, a été déployé en octobre 2007 pour sept mois dans le golfe de Guinée (escales au Sénégal, au Liberia, au Ghana, au Cameroun, au Gabon et à São Tomé et Príncipe) dans le cadre de l'Africa Partnership Station Initiative. L'armée américaine y proposera des formations dans des domaines variés : connaissance du domaine maritime, qualités de commandement, matelotage et navigation, application du droit maritime, recherche et sauvetage, génie civil et logistique – aux militaires africains qui seront accueillis sur le navire³⁵. La mission comprendra également un volet plus civil : aide médicale, rafraîchissement des hôpitaux et classes. Le Pentagone a également renforcé les exercices militaires conjoints bi- et multilatéraux. Quatorze exercices majeurs ont ainsi été organisés en 2012. Les États-Unis ont lancé dans le cadre de l'Africa Maritime Security Initiative l'exercice *Cutlass Express* qui promeut la coopération maritime entre Djibouti, l'île Maurice, les Seychelles, la Tanzanie, le Mozambique et l'Ouganda.

Enfin, Washington s'appuie également sur les sociétés de sécurité privées pour un ensemble de missions (formations militaires, transport logistique, surveillance...). Ces dernières constituent une alternative au déploiement de forces militaires américaines. Elles sont actives dans les programmes ACRI, ACOTA et GPOI. Le départe-

33 Les États-Unis renforcent par ce biais leurs partenariats avec les États de la région et les encouragent à prendre l'initiative dans les opérations militaires (« solutions africaines aux problèmes africains »).

34 Cf. Vince Crawley, « La marine des É.-U. prépare une mission de formation dans le golfe de Guinée », *Washington File*, 11 juin 2007, cité par Carmen Mboumba, *ibid.*

35 Cf. Donna Miles, « US Africa Command deploys USS Fort McHenry to Gulf of Guinea », American Forces Press Service, Washington, 19 octobre 2007.

ment d'État a annoncé en 2008 qu'il attribuerait des contrats pour une valeur totale de plus d'un milliard de dollars pour la période 2009-2013. Cette dynamique de privatisation vise au recentrage des missions des forces armées autour de leurs compétences essentielles (*core competencies*)³⁶, ces dernières étant déchargées des missions les moins vitales pour la sécurité nationale ce qui permet de libérer des unités militaires³⁷. Pour préserver la capacité opérationnelle de leurs forces armées, les États-Unis sont de la sorte dans l'obligation de privatiser un certain nombre de fonctions.

En définitive, la stratégie américaine mise donc sur une plus grande participation des forces régionales, en assurant l'accroissement des capacités (à travers des formations, des exercices conjoints, du conseil et une présence rotationnelle) sans que l'empreinte des États-Unis soit trop centrale ou perceptible et en promouvant le partage des coûts et des risques. L'ensemble de ces programmes permet d'alléger le fardeau des forces militaires américaines dans les opérations de paix. Des Marines américains appuieront des soldats de la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Liberia en août 2003 sans apparaître en première ligne. Washington n'hésite pas non plus à tirer parti, par ailleurs, de la formation donnée à certaines armées pour défendre ses intérêts. Exemple de l'intervention de l'armée éthiopienne en Somalie au mois de décembre 2006 laquelle avait été entraînée par les États-Unis et était accompagnée dans son avancée sur Mogadiscio par des commandos américains.

AFRICOM

Le nouveau commandement AFRICOM, basé à Stuttgart, est entré en fonction le 1^{er} octobre 2008³⁸. Aucun pays, excepté le Liberia et Djibouti, ne voulait accueillir le commandement américain sur son sol, car on y percevait soit une nouvelle forme de colonisation, soit un risque de conflit d'intérêt avec l'éventuel pays hôte. Cet échec partiel a permis toutefois aux Américains de mieux appréhender les sensibilités du continent et d'ajuster leur politique. Le nouveau commandement coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires (au sens large) sur l'ensemble du continent africain à l'exception de l'Égypte. Deux raisons ont principalement poussé Washington à créer AFRICOM. La première était d'ordre pratique. Jusqu'à présent, trois commandements avaient la responsabilité d'une partie de l'Afrique – le United States European Command (EUCOM), le United States Pacific Command (PACOM) et le United States Central Command (CENTCOM) – ce qui posait de nombreux pro-

36 Les activités opérationnelles qui ne sont en aucun cas externalisables.

37 Cf. Sami Makki, « Réévaluation stratégique et transformations capacitaires des forces expéditionnaires américaines », in *Le débat stratégique américain, 2000-2001 : vers une grande transformation stratégique américaine ?*, Saïda Bédar (éd.), *Cahier d'Études Stratégiques* 31, 2001, p. 60.

38 Au début de l'opération contre la Libye, c'est AFRICOM qui dirigera les opérations.

blèmes de coordination, d'organisation et de planification. La deuxième était que CENTCOM (qui avait la responsabilité majeure sur le continent) étant préoccupé par les questions afghane et irakienne avait donc trop tendance à négliger l'Afrique malgré son importance géostratégique (terrorisme, islamisme radical, présence chinoise) et géoéconomique (matières premières) grandissante.

AFRICOM se caractérise par des caractéristiques originales. Si le commandant est un militaire, ce n'est pas le cas de son second qui est lui un civil provenant d'un autre département ou d'une autre agence. Le but étant d'accentuer le volet civil du nouveau commandement, car AFRICOM oriente ses activités sur le maintien de la paix comme les secours en cas de catastrophe naturelle, et il focalisera dans une mesure toujours croissante ses efforts sur l'aide humanitaire préventive. Une plus grande coordination interagences est d'ailleurs fortement encouragée³⁹. Il est intéressant d'observer que l'armée insiste fortement dans son approche du continent sur la connaissance des langues et des cultures locales. Un sens aigu de la diplomatie et de la psychologie devient également un atout considérable dans la conduite des opérations. Aussi les missions de l'AFRICOM mettent moins l'accent, par rapport aux autres commandements américains régionaux, sur les missions militaires au sens classique du terme⁴⁰.

L'armée américaine organise plutôt de nombreux exercices et colloques sur le continent⁴¹. Africa Endeavor Planning a réuni au Cameroun en mars 2009 des officiers de nombreux pays africains afin d'accroître la coopération entre les différentes armées du continent. Fin septembre 2009 l'exercice militaire Africa Endeavor avait lieu au Gabon ; il impliquait des militaires de trente États africains et avait pour objectif d'accroître l'interopérabilité entre les forces dans le cadre de missions potentielles antiterroristes ou d'opérations de paix.

Objectif résumé par Robert Gates, ancien secrétaire à la Défense : « Le repositionnement et l'esprit général des forces armées américaines ont évolué – ils s'écartent du seul focus de l'action militaire directe et s'orientent vers de nouvelles capacités destinées à modeler l'environnement sécuritaire avec des moyens couvrant les besoins d'interventions militaires à venir »⁴². Cette approche s'inscrit elle-même dans le concept plus stratégique d'*active defense in depth* qui d'après le document *National Military Strategy* de 2004 « produit une synergie entre les forces alliées, les agences gouvernementales, les organisations non-gouvernementales et les capacités multinationales » ; et plus généralement : « Cette défense ne s'appuie pas uniquement sur des mesures passives. Les États-Unis doivent accroître la sécurité sur leur territoire tout en patrouillant activement sur les voies d'accès stratégiques et en étendant leurs

39 *United States Africa Command, 2009 Posture Statement*, mars 2009, p. 19.

40 Pour plus de détails cf. Lauren Ploch, *Africa Command : U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa*, CRS Report for Congress, 16 mai 2007.

41 *United States Africa Command, 2009 Posture Statement, op. cit.*, p. 11.

42 Cf. Robert Gates, « Transcript : US Defense Secretary Gates Warns Against Militarization of Foreign Policy », Stuttgart, US AFRICOM Public Affairs, 17 juillet 2008.

capacités défensives au-delà des frontières américaines. Une *defense-in-depth* efficace doit également inclure des capacités permettant d'attaquer promptement n'importe quelle cible sur le globe, en recourant aussi bien aux forces basées aux États-Unis, basées et déployées en première ligne, qu'aux forces en rotation »⁴³.

REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

La manière dont les Américains se déploient sur le continent africain, reflète bien les concepts établis par le Global Posture Review (GPR). Washington repositionne dorénavant de trois manières ses forces à l'étranger. Les Cooperative Security Locations ont une mission bien précise et concernent principalement l'Afrique⁴⁴. Ces bases sont gérées par les autorités locales et/ou des entreprises privées. Peu de troupes sont stationnées en permanence mais elles disposent de l'infrastructure pour lancer des opérations régionales majeures. Les Forward Operations Bases permettent aux forces américaines de se déployer pour des exercices ou interventions réelles et ce de façon temporaire, par rotation (sans toute la logistique) et à un coût moindre. Comme le faisait observer le général Jones le 28 avril 2003 : « Vous pouvez y aller en temps sur un mode très expéditionnaire, débarquer un bataillon, vous entraîner pour quelques mois avec une nation hôte, peut-être mener une opération sur un théâtre, ensuite partir et après revenir éventuellement six mois plus tard »⁴⁵. Les Main Operating Bases sont des bases permanentes établies de par le monde à des points stratégique : exemples du Japon, de la Corée du Sud et de l'Allemagne ; elles deviennent l'exception.

Au-delà de ce repositionnement, on va de plus en plus vers le prépositionnement des forces en mer. Il s'agit désormais d'utiliser les mers pour projeter la force sur les points faibles de l'ennemi. Le *sea basing* devient dans ce contexte indispensable. Plusieurs interventions ciblées en Somalie se sont d'ailleurs déroulées ces dernières années à partir de la mer. Comme l'indique encore le *National Defense Strategy* de 2005, ce sont enfin les capacités *Reach Back*, c'est-à-dire les capacités qui ne sont pas indispensables sur le théâtre d'opération (quartier général, logistique, évaluation des dommages de combat, etc.)⁴⁶, et se retrouvent dans des lieux reculés et sécurisés (par exemple AFRICOM à Stuttgart)⁴⁷. Il s'agit en définitive de réduire au maximum l'empreinte américaine : « Le département passe à un processus managérial intégral des forces. Cela nous permettra de satisfaire nos besoins à partir d'une perspective

43 *The National Defense Strategy of the United States of America A Strategy for Today ; A Vision for Tomorrow*, 2004, p. 6.

44 Sont concernés entre autres le Botswana, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Maroc, la Namibie, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tunisie, l'Ouganda et la Zambie.

45 Cité par Kim Burger, « U.S. Moves Towards More Flexible Global Basing », *Jane's Defence Weekly*, 7 mai, 2003, p. 2-3.

46 *The National Defense Strategy of the United States of America*, Department of Defense, mars 2005, p. 23.

47 *Ibid.*

globale et non plus régionale, et d'accroître si nécessaire les capacités sur le théâtre d'opération à partir de différents endroits dans le monde entier [...]. Grâce à ce concept, les commandants de théâtre ne possèdent plus de forces "propres" sur leur théâtre d'opération. Les forces leur sont attribuées en fonction des besoins à partir du monde entier. Cela confère une plus grande flexibilité pour répondre rapidement à des circonstances opérationnelles changeantes »⁴⁸. La tendance est par conséquent à renoncer aux énormes bases exigeant une infrastructure d'appui importante. Pour Douglas Feith, ex-Under Secretary of Defense for Policy, la nouvelle approche se résume de la façon suivante : « Notre objectif est d'être positionnés pour gérer l'incertitude [...] Les forces militaires américaines doivent être gérées de manière globale de façon à nous permettre de déployer rapidement une plus grande proportion de forces partout dans le monde où cela est requis⁴⁹.

En définitive, l'objectif est de réduire la présence des forces américaines dans les pays d'accueil tout en renforçant leur présence dans certaines régions par le biais d'avant-postes. Ce redéploiement s'articule logiquement dans la nouvelle stratégie de *forward-deployed active-layered defense*, la première défense du territoire américain consistant justement dans les postes avancés. On affrontera l'adversaire le plus loin possible des États-Unis. Étant donné le nombre de menaces potentielles, il est plus approprié que Washington rapatrie ses forces sur le continent et les envoie sur les théâtres d'opération en s'appuyant sur des bases ou postes avancés et en investissant dans la projection de puissance et la formation que d'avoir un nombre important de forces militaires dans une région bien précise. Les Américains tendent à la destruction en amont (à la source) de la menace et se veulent pro-actifs. Aussi les coalitions sont-elles flexibles, très facilement adaptables et montées en fonction d'objectifs bien déterminés.

BARNETT ET LE PENTAGON'S MAP

Il est indispensable, à partir de ce qui précède, de replacer la politique africaine des États-Unis dans le contexte de leur grande stratégie. Pour maintenir leur prédominance, ils veulent garantir la survie de leur modèle de mondialisation (libre-échange, démocratie, etc.). L'analyse de Thomas Barnett permet d'élucider cette politique. L'auteur a développé le concept de *Pentagon's Map* divisant le monde en deux : le *Functioning Core* (Noyau) et le *Non-Integrating Gap* (Faille).

Le Noyau est le cœur du monde : Russie, Inde, Europe, Amérique du Nord, région maritime de la Chine, Japon, Australie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil

⁴⁸ *Ibid.*, p. 24.

⁴⁹ Statement of Douglas J. Feith, Under Secretary of Defense for Policy before the House Armed Services Committee, 23 juin 2004.

et Chili. Ces pays essaient de combiner leurs législations avec les doctrines de la démocratie, du libre-échange, de la sécurité collective. Ce sont des pays, qu'on ne peut certes amalgamer uniformément dans une même catégorie, mais qui vont dans la bonne direction de la mondialisation. Le Noyau, qui comprend toutes les grandes puissances, devrait évoluer vers un système bismarckien où les puissances, en équilibre, partagent une série de normes et de règles.

La Faille est composée des Caraïbes, des Andes, de la plus grande partie de l'Afrique, des Balkans, du Caucase, du Moyen-Orient, d'une partie de l'Asie du Sud-Est et de la Chine intérieure. Toutes ces régions se caractérisent par des difficultés à intégrer la mondialisation, par des conflits endémiques, par des régimes autoritaires ou dictatoriaux. Plusieurs scénarios de guerre construits aux États-Unis ont montré que dans les vingt ou trente années à venir, les régions de l'arc de crise – en particulier l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est – seront confrontées à des crises alimentaires, au stress hydraulique, à des inondations et à des vagues d'immigration qui exigeront des interventions militaires.

D'une certaine manière, la planète se serait mondialisée trop rapidement sans règles élaborées au préalable ni application possible au monde entier⁵⁰. Or, la non connexion avec la mondialisation est en général synonyme d'oppression, d'absence de formation, de censure, d'exclusion. Pour les régimes en place, cela revient à l'autoritarisme, à l'enrichissement personnel et la répression⁵¹. L'objectif est de conjoindre (*to connect*) les pays de la Faille (dans notre cas l'Afrique) au Noyau. Règle de base en matière de sécurité aujourd'hui selon Barnett : l'éventualité qu'un pays appelle une réaction militaire américaine est inversement proportionnelle à sa capacité à se mondialiser. D'ailleurs, c'est dans le Noyau que le Pentagone a fermé plus de 150 bases militaires avant d'en aménager dans la Faille⁵². L'armée américaine se focalisera pour l'essentiel, à l'avenir, sur l'exigence de postes avancés et de facilités d'accès dans certains pays de l'arc de crise, tout en veillant à disposer d'États pivots, les *Seam States* (la Soudure) pour défendre les intérêts américains.

Quand l'Éthiopie est intervenue en 2006 en Somalie, elle l'a fait avec le soutien logistique des États-Unis, mais c'est l'armée éthiopienne qui était sur le terrain pour chasser Al-Shebab. La nouvelle intervention en territoire somalien en 2012 a été opérée par des forces burundaises, ougandaises, kényanes, éthiopiennes et djiboutiennes, soutenues partiellement financièrement, logistiquement et matériellement par Washington. L'intervention militaire multinationale en Libye en 2011 s'est également inscrite dans cette stratégie, les États-Unis jouant un rôle certes important mais secondaire, et laissant les Européens prendre leurs responsabilités dans leur voisinage proche. Le même scénario s'étant de nouveau produit au Mali en 2013.

50 Cf. Thomas P. M. Barnett, *The Pentagon's New Map*, New York, G.P. Putman's Sons, 2004, p. 43.

51 *Ibid.*, p. 49.

52 Cf. Daniel Kennedy, « Q&A with... Thomas P. M. Barnett », *Doublethink*, été 2003.

Le nouvel ordre de la sécurité internationale sera désormais assuré par des coopérations régionales, appuyées le cas échéant sur des engagements américains sélectifs et proportionnés. Comme l'expliquait Brzezinski en 1997 : « Les trois grands impératifs stratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance qui justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives »⁵³. Cependant : « Lorsque les États-Unis comptent sur d'autres pays pour accomplir une de leurs volontés, ces derniers finissent souvent par réaliser les leurs »⁵⁴. La nécessité d'un réexamen continu des relations s'avère parce qu'aucune alliance n'est éternelle et que les ententes restent conjoncturelles. Il s'agit de réduire ainsi les engagements directs des États-Unis et de permettre à certains États d'émerger au sein de chacune des grandes régions⁵⁵. Les questions régionales ne se ramènent toutefois pas à une question d'États pivots devant contrecarrer l'ascension des puissances émergentes. Pour citer le *Global Strategic Assessment 2009* : « Le monde apparaît comme enserré dans une empoignade constante entre la géopolitique et la mondialisation ; c'est l'opposition classique entre la coopération ou la compétition des puissances, d'une part, et les dynamiques émergentes où les effets positifs et néfastes de la mondialisation prennent une plus grande importance, de l'autre. Les décideurs politiques devront identifier le meilleur équilibre entre ces dispositifs traditionnels et émergents »⁵⁶.

Les États-Unis, s'ils veulent maintenir leur prédominance, doivent également garantir la pérennité de leur modèle de mondialisation. Car comme l'observe John Lewis Gaddis : « Ce ne sont pas seulement les tours qui se sont effondrées le matin du 11 septembre, mais également certaines de nos croyances les plus fondamentales quant à la sécurité internationale, nationale et individuelle »⁵⁷. C'en est fini de la politique de l'endiguement, donc du maintien du *statu quo*, lourd de conséquence, car propice aux forces aspirant au chaos, et dont le seul objectif serait de cantonner les « barbares » hors de la civilisation. Alors qu'il s'agit au contraire de parvenir dans les termes de Barnett à une « mondialisation mondiale » ou dans ceux de Richard N. Haass « de promouvoir l'intégration »⁵⁸ et d'éviter ainsi une trop grande accumulation de frustrations de tous genres se transformant à échéance en agressions contre le Noyau. Il ne s'agit donc pas seulement de défendre la forteresse, mais d'une politique d'engagement et de présence dans la Faille afin de réduire et si possible éliminer cette dernière. L'intégration systémique devrait faciliter les interactions et s'employer

53 Cf. Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette, 1997, p. 68.

54 Cf. Peter Beinart, « Return of the Nixon Doctrine », *Time Magazine*, 15 janvier 2007, p. 21.

55 Ce qui renvoie à la doctrine de Guam ainsi qu'au principe du *burden sharing* (partage des ressources et des forces).

56 Cf. *Global Strategic Assessment 2009 : America's Security Role in a Changing World*, Patrick M. Cronin (éd.), Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington, D.C., 2009, iv.

57 Cf. John Lewis Gaddis, *Surprise, Security and the American Experience*, London, Harvard University Press, 2004, p. 80.

58 Cf. Richard N. Haass, «The Case for Integration», *The National Interest*, printemps 2005.

à combler le fossé entre Nord et Sud, la mondialisation évoluant vers un modèle dit de « mondialisation plurielle ».

Phrase forte de Barnett : « Tant que nous n'aurons pas entrepris d'exporter systématiquement et à long terme notre sécurité vers la Faille, c'est elle qui, de plus en plus, exportera sa souffrance vers le Noyau sous forme de terrorisme et autres bouleversements »⁵⁹.

Ndlr Ce sont précisément le désengagement américain du Sahel et l'effondrement de l'armée malienne en 2012, donc l'échec de la tentative des États-Unis dans la région, qui auront pour conséquence l'intervention française⁶⁰.

59 Cf. Thomas Barnett, « The Pentagon's New Map », *Esquire*, 1er mars 2003.

60 Cf. Tanguy Berthemet, Thierry Oberlé, « Existe-t-il une internationale islamiste en Afrique ? », *Le Figaro*, 2 décembre 2013.